

GOUVERNEMENT DU SENEGAL

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

TITRE DU PROJET :

**ASSISTANCE PREPARATOIRE AU PROGRAMME
D'APPUI DU PNUD DANS LE CADRE DES
ORIENTATIONS DU DSRP**

CODE DU PROJET :

SEN/02/007/A/01/99

Description succincte : Le présent projet a pour but de finaliser, les activités initiées par le Pelcp arrêté le 30 juin 2002. Ces activités qui portent essentiellement sur les moyens d'existence durable concernent :

- (i) les infrastructures de base, les activités génératrices de revenu, les restitutions de certaines études stratégiques, le renforcement des capacités et l'appui aux collectivités locales à travers la gestion des terroirs villageois et la restructuration urbaine dans le cadre de la décentralisation.
- (ii) La validation des résultats du groupe thématique sur la mise en œuvre et la restitution du DSRP au niveau des ministères.
- (iii) la capitalisation des acquis du Pelcp en vue de la formulation du document d'appui du Pnud dans le cadre des orientations du DSRP.

Juillet 2002

I./- ANALYSE DE LA SITUATION

- ◆ Depuis la dévaluation du Franc CFA, le pays a connu des performances encourageantes sur le plan économique et financier entraînant une rupture nette dans l'évolution tendancielle à la baisse des indicateurs macro économiques en maintenant un cadre stable.

Cependant ces performances n'ont pas amélioré les conditions de vie des populations ni contribué à la réduction de la pauvreté.

Sur la base d'une ligne de pauvreté correspondant à une consommation de 2400 calories par personne et par jour, la première enquête budget consommation (ESAM-I) a permis d'évaluer la proportion des ménages en dessous du seuil de pauvreté à 57,9% en 1994. Les premiers résultats du QUID évaluent cette proportion à 53,9% en 2001.

L'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire n'est pas encore réalisé (le taux brut de scolarisation dans le primaire se situe à environ 70 %, tandis que le taux global est estimé à 32 %).

Les indicateurs de santé demeurent en deçà des recommandations de l'OMS.

Les populations disposent de 28 litres d'eau par habitant et par jour en moyenne contre 35 litres par habitant et par jour selon les normes de l'OMS.

Dans ce cadre, le Sénégal après avoir préparé son document intérimaire, a initié en 2000, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance redistributrice et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres.

En Août 1998, le Pnud a appuyé le gouvernement à mettre en place le PELCP SEN/9/003 dont les activités ont été concentrées autour des axes ci-après :

A. -/ Au niveau national : Renforcement des capacités de pilotage stratégique

Plusieurs études stratégiques réalisées dans le cadre du pilotage stratégique et de la coordination du PLP (Initiative 20/20 comme stratégie de développement ; Rapport National sur le Développement Humain Durable, système HIMO, stratégie nationale de promotion des MPE, Enquêtes sur la perception de la pauvreté, Consultations régionales au niveau des six régions dans le cadre de l'élaboration du document de stratégies de réduction de la pauvreté (DSRP) ; Plan d'actions pour l'initiative 20/20)

B. -/ . Au niveau des zones de concentration (Tambacounda, Bambey, Saint louis, Pikine Guinaw rails)

❖ Renforcement des capacités :

- **Outils de planification locale** (Plans Régionaux de Développement intégré (PRDI) Programme d'investissement prioritaire dans 45 collectivités locales ; Plans de développement des quartiers (PDQ) ; onze Plans locaux de Développement (PLD); plan d'urbanisme de référence (PUR).

- **Une série de formation** a été menée dans différents domaines de la décentralisation et de la gestion budgétaire au niveau des collectivités locales et la réalisation d'un guide du conseiller municipal
- **Formation technique et professionnelle** des cibles sur les activités génératrices de revenus dans les quatre zones d'intervention, dans la gestion des mutuelles d'épargne et de crédit et le renforcement des capacités des femmes en entrepreneuriat formation des jeunes dans les arrondissements de Guinaw rails Nord et sud.

Promotion des moyens d'existence durables

Le fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL) en milieu rural avec un financement de 350.000.000 F CFA dans les communautés rurales de Lambaye Baba garage pour 53 micro projets au profit de 1500 bénéficiaires directs et 12.000 indirects et Ngoye pour une cinquantaine de millions pour une dizaine de projets.

- ◆ **Le fonds d'appui aux initiatives locales pour l'environnement urbain (FAILEU) :** 59 millions pour le financement des activités génératrices de revenus et pour l'assainissement des quartiers de Bambey et 50 millions pour Diourbel.
- ◆ **Les structures de financement décentralisées** ont signé des contrats pour la prise en charge des financements des mutuelles au profit de leurs membres. Sept mutuelles à Saint Louis, une à Guinaw rails, une à Tamba.
- ◆ **Les micro projets :** 350 micro projets financés : 160 à guinaw rails et 190 à Diourbel, unités de savonnerie, de transformation de fruits et légumes, de teinture, de poterie, une unité pour la valorisation des métiers traditionnels à Tambacounda, d'étables laitières et d'embouches bovines etc..
- ◆ **Les infrastructures de base :** 11 classes dans les écoles primaires de Guinaw-rails Nord et Guinaw-rails Sud; trois salles de classe à Ndayane à Diourbel ; Réfection des salles de classes de l'école de Khor à Saint Louis, mur de l'école de Gourel Djadjie à Tambacounda ; postes de santé à Camp Navétane et Gourel Diadjé à Tambacounda ; Réalisation d'une digue à Kéniéba ; Mise à disposition d'une enveloppement de 30.000.000 F Cfa dans le département de Podor pour secourir les sinistrés à travers des réalisations de services sociaux de base (Maternité, postes de santé et écoles)
- ◆ **Réalisation en cours d'une ferme pilote à Mérina Diop** pour un montant de 261.000.000 FCFA.
- ◆ **Au titre du développement des alliances et partenariat,** le PELCP a contribué à la mise en place de protocoles d'accord avec : AFRICARE , AQUADEV W.A, pour l'appui institutionnel aux mutuelles d'épargne et de crédit ; Cellule AC/CPEC du Ministère de l'Economie et des Finances ; Fonds de promotion économique (FPE)

La revue de Novembre 2001 avait recommandé l'exécution d'une phase intérimaire de six mois compte tenu du retard enregistré dans sa mise en œuvre. Pour l'essentiel, les activités n'ont été lancées pratiquement qu'au cours du second trimestre ce qui justifie le présent rapport de formulation.

II/- STRATEGIE

- ◆ La stratégie de réduction de la pauvreté proposée s'appuie sur la vision à long terme et prend en considération le profil de la pauvreté urbaine et rurale tel qu'il ressort du diagnostic de la pauvreté et des différents travaux réalisés dans le cadre du processus participatif. La stratégie retenue s'articule autour de quatre leviers fondamentaux : la création de richesse, le renforcement des capacités et la promotion des services sociaux de base, l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables et une approche participative de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

Cette stratégie de réduction de la pauvreté revient à : (i) promouvoir les opportunités de création de richesse au Sénégal ; (ii) organiser l'égalité des chances dans la concrétisation de ces opportunités, notamment à travers le renforcement des capacités des populations pauvres et (iii) assurer la protection des groupes vulnérables

Dans cette optique, la conception, l'exécution et le suivi évaluation des programmes seront basés sur une approche transversale qui reconnaît et part des spécificités de genre en vue d'améliorer l'impact des interventions et d'assurer l'équité.

- ◆ La stratégie de l'assistance du Pnud définie dans le CCP s'articule autour : (i) : du dialogue des politiques (plaidoyer des concepts du DHD et leur prise en compte dans les politiques nationales; affinement du programme national de bonne gouvernance ; appui conseil sur le pilotage de la stratégie de lutte contre la pauvreté dans une optique de durabilité) (ii) : de l'opérationnalisation du Développement Humain Durable -DHD- développement d'opérations pilotes liant décentralisation, gouvernance locale et promotion des moyens d'existence durable [génération de revenus et préservation de l'environnement]

La stratégie déjà mise en œuvre à travers le Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté sera poursuivie et renforcée. Elle repose sur : (i) le diagnostic participatif et la responsabilisation des bénéficiaires dans la réalisation des activités, (ii) le faire – faire, (iii) le partenariat, (iv) la décentralisation (v) la durabilité.

En somme la définition de priorités par les populations met en exergue les problèmes localement ressentis qui se résument à trois éléments que sont le chômage des jeunes, le faible développement des activités génératrice de revenus et l'absence d'infrastructures sociales de base dans nos zones d'intervention.

C'est pour quoi il est prévu au cours de cette période intérimaire, une capitalisation des acquis du programme en vue d'une duplication des expériences réussies dans de nouvelles zones ciblées dans le prochain cycle.

III.- CADRE DE RESULTATS STRATEGIQUES

OBJECTIF 1 : CREATION D'UN ENVIRONNEMENT PORTEUR POUR LE DHD

Sous objectif 1 : Promouvoir un dialogue national, régional et une coopération permettant d'éclaircir les choix de développement pour une croissance durable et équitable

Effet recherché : Plan national de développement inspiré des orientations stratégiques qui sous-tendent le DHD

Indicateur d'effet : Concepts de DHD pris en compte dans les politiques et déclarations du Gouvernement

Ligne de base : Concept de DHD en voie de vulgarisation

Stratégie de partenariat : Le Prud joue le rôle de partenaire leader dans l'élaboration et la vulgarisation du RND. Compte tenu de l'étendue du champ couvert par le DHD, un comité national de pilotage du RNDH présidé par la société civile a été mis en place. Ce comité qui regroupe les représentants du gouvernement, de la société civile, et des partenaires au développement est doté d'un secrétariat technique financé par le Prud. Les travaux sur le RNDH qui sont validés à travers des ateliers nationaux alimentent le processus de préparation du 2^e plan National de Développement.

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit 1 Rapport national sur le Développement Humain Durable publié et vulgarisé à grande échelle</p> <p>Produit 2 Document de stratégie de réduction de la pauvreté approuvé et diffusé</p>	<p>Concepts de DHD pris en compte dans les politiques et déclarations du Gouvernement</p> <p>Le DSRP approuvé et lancé</p>	<p>Rapport National Développement humain Durable 2001</p> <p>Atelier de lancement du RNDH</p> <p>Impression, diffusion et médiatisation</p> <p>Atelier de validation de la mise en œuvre du DSRP</p> <p>Restitution du DSRP au niveau des ministères techniques</p>	<p>Le prud finance les coûts liés à l'élaboration, l'impression et la diffusion du rapport national sur le DHD</p> <p>Le prud a pris part au financement du processus du DSRP en prenant en charge l'enquête sur la perception de la pauvreté dans six régions du Sénégal, la restitution de ces enquêtes dans six régions et l'atelier national de validation du DSRP en Décembre 2001</p>

Sous objectif 2 : Accroître la cohésion sociale sur la base d'une bonne gouvernance locale participative et le renforcement des communautés et institutions locales

Effet recherché : Les collectivités locales exercent de manière plus effective la plénitude de leurs compétences traditionnelles et celles transférées

Indicateur d'effet : * Document de politique de développement rural décentralisé

* Proportion des revenus publics alloués et gérés au niveau local

Ligne de base : la décentralisation est en cours

Stratégie de partenariat : Le Prud joue un rôle leader en mettant en place deux programmes pilotes : 1/- Fonds de développement dans le département de Kédougou 2/- P-ADVIIR dans les départements de Kaolack et Kolda. Le gouvernement a démarré la formulation d'une lettre de politique de développement rural décentralisé. La coordination de l'appui des partenaires au développement dans la formulation et la mise en œuvre de cette lettre s'effectue à travers le sous comité des bailleurs de fonds de la décentralisation présidé par le Canada.

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit recherches</p> <p>Plans d'investissement locaux et leurs budgétisations élaborés par les collectivités locales dans les zones d'interventions ciblées</p>	<p>Engagements des partenaires et ressources mises à la disposition de la commune de Bamboey pour le financement du Pur</p> <p>Nombre de participant</p>	<p>Forum pour le plan d'urbanisme de référence (PUR) de Bamboey</p> <p>Restitution du plan d'urbanisme de détail de Guinaw' rais aux élus locaux</p> <p>Schéma de réorganisation des terroirs villageois de NGoye</p>	<p>LE Prud a financé le plan d'urbanisme de référence. D'autres partenaires sont recherchés pour de nouvelles ressources</p>

Sous objectif 3. Promouvoir un secteur public efficace et responsable

Effet recherché : Pilotage effectif de la coordination et de la gestion de l'aide par le gouvernement

Indicateur d'effet : * Document de politique et programmes d'investissements publics préparés par le Gouvernement
* Documents stratégiques d'appui à la coordination de l'aide et dialogue sur les politiques

Ligne de base : Documents de stratégie d'investissements publics disponibles

Stratégie de partenariat : Le Pnud assure le rôle de coordonnateur des activités opérationnelles du Système des Nations Unies. Un certain nombre de groupes thématiques dont ceux sur la décentralisation, l'éducation, la santé, le développement rural et l'environnement offrent le cadre de dialogue entre partenaires au développement intervenant dans les mêmes domaines

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit 1 Plan d'actions pour mise en œuvre des conclusions de l'étude sur l'initiative 20/20 approuvé et lancé en 2002</p>	<p>Les proportions de dépenses relatives aux services sociaux de base en référence au budget total exécutés</p>	<p>Elaboration du plan d'actions pour l'initiative 20/20 Journée de restitution du plan d'actions Mécanismes de mise en œuvre du plan d'actions du 20/20</p>	<p>Le Pnud à travers le PELCP et l'UNICEF ont conjointement financé aussi bien l'étude Diagnostique que le plan d'actions sur l'initiative 20/20 pour respectivement 2/3 et 1/3 Les coûts seront couverts par le PNUD</p>
<p>Produit 2 Nouveau DAP sur la lutte contre la pauvreté conformément au DSRP Formulé et approuvé</p>	<p>DAP formulé et mis en œuvre</p>	<p>Capitalisation des acquis du PELCP Formulation du DAP</p>	

Objectif 2 : POLITIQUES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL AXES SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Sous objectif 1 : Prise en compte de la pauvreté humaine et financière dans les politiques nationales

effet recherché : amélioration des capacités nationales de suivi de la pauvreté et des inégalités

Indicateurs d'effet : les données nationales sur la pauvreté humaine et financière sont régulièrement mises à jour et désagrégées par genre et par région

Ligne de base : Les données statistiques sont saisies de façon irrégulière et souvent sont peu fiables

Stratégie de partenariat : Le dialogue de politique sur la lutte contre la pauvreté a connu un nouvel élan avec la conduite du processus du DSRP par le Gouvernement. L'appui du Pnud au gouvernement a été conséquent tant en amont (enquêtes de perception de la pauvreté dans l'ensemble du pays, consultations régionales dans six régions), qu'en aval du processus (Atelier de synthèse, séminaire national de validation du DSRP). Les efforts ainsi fournis, devront conduire à un cadre cohérent de pilotage stratégique de la lutte contre la pauvreté dont l'absence a jusqu'ici limité la coordination des actions de développement de partenariat pour l'atteinte des effets recherchés.

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit 1 Nouveau DAP sur la lutte contre la pauvreté conformément au DSRP Formulé et approuvé</p>	<p>DAP élaboré et mis en application</p>	<p>Formulation DAP du 7ème Cycle CCP</p>	<p>Le projet prend en charge les consultants pour l'élaboration du DAP ainsi que les ateliers de capitalisation</p>
<p>Produit 2 Document de suivi des performances de la lutte contre la pauvreté mis en place en 2002</p>	<p>Document suivi des indicateurs disponible</p>	<p>Elaboration des indicateurs de performances</p>	<p>Le travail est pris en charge par la coordination du programme et les coûts représentent les frais de mission dans les régions pour compléter les informations statistiques.</p>

Sous objectif 1 : Prise en compte de la pauvreté humaine et financière dans les politiques nationales			
Effet recherché : Existence d'une capacité institutionnelle pour définir et mettre en œuvre des stratégies multisectorielles, pour contenir la progression du SIDA et limiter son impact sur le plan économique et social			
Indicateurs d'effet : Mécanisme de coordination opérationnel et efficace			
Proportions désagrégées par genre des pauvres ayant accès à l'information et à l'appui des services adéquats sur le VIH/SIDA			
Ligne de base : le Gouvernement a créé les conditions de participations			
Stratégie de partenariat : Le Pnud appuie la coordination du programme national de lutte contre le SIDA. La coopération entre les différents partenaires à travers les mécanismes suivants :			
<ul style="list-style-type: none"> * la commission mixte de suivi et de coordination des partenariats internationaux dans la lutte contre la pauvreté * le groupe thématique ONUSIDA qui regroupe /agences du système des Nations unies(PNUD, FNUAP, BM, OMS, UNESCO, UNICEF, PNUCID) 			
PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
Produit 1 Programmes d'IEC exécutés dans les zones de concentration (Tambacounda, Dourbel, Saint Louis, Dakar)	L'accès à l'information sur le VIH/SIDA plus élargi Taux de prévalence sur le SIDA inférieur à 2,00%	Formation des agents de santé de Mbaccks en counseling VIH/SIDA Organisations dans les zones cibles de semaine nationale : * Femmes et SIDA * Jeunes SIDA Atelier national pour l'élaboration du plan d'actions des femmes dans la réponse à l'épidémie du SIDA Activités de sensibilisation à Tamba - Goudiry - Bakel Appui à l'exécution du plan d'actions femmes/Sida (Semaine Nationale de la Femme) Appui à l'exécution du plan d'actions des jeunes/Sida Formation des journalistes des radios communautaires	Les coûts sont couverts entièrement par les fonds du PEICP
Produit 2 Les capacités des agents des centres de santé renforcées	Nombre d'agents de santé formés et de formateurs avec un niveau amélioré	*Exécuter le programme de formation des relais de Sida-Service *Exécuter la formation des formateurs de JISARRV	Les coûts sont couverts entièrement par les fonds du PEICP

Sous objectif 2 : Moyens d'existence durables des pauvres plus élargis et plus sécurisés (aspects humains, physiques, et financiers)

Effet recherché : Capacité accrue des pauvres pour améliorer de façon durable leurs conditions de vie

Indicateurs d'effet : Nombre d'infrastructures de base fonctionnelles et accessibles aux populations
Proportions des dépenses relatives aux SSB en référence au budget total exécutées
Nombre de micro projets / micro entreprises viables (Génération de revenus nets supérieurs au seuil de pauvreté)

Ligne de base : Micro projets en nombre limité et capacités faibles en infrastructures de base

Stratégie de partenariat : Le Pnud joue un rôle de leader en mettant des opérations pilotes "Fonds d'appui aux initiatives locales " aussi bien en milieu rural qu'urbain
La lutte contre la pauvreté dans le contexte de la régionalisation nécessite un partenariat conséquent pour permettre la réalisation en phase de trois composantes suivantes:

- * Renforcement de capacités institutionnelles des collectivités locales
- * Réalisation des infrastructures de base
- * Développement des activités génératrices de revenus.

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit : 1 Infrastructures de base réalisées dans les sites d'intervention du projet PVLUD</p>	<p>Nombre d'infrastructures de base fonctionnelles et accessibles aux populations</p>	<p>Réalisations d'équipements sociaux (micro réalisations) Réalisation 2eme phase de réhabilitation des écoles de Guinaw rails Finalisation de l'école de Ndayane * Achèvement des salles de classes * Construction du mur de l'école Réhabilitation maison de quartier de Diammar/Eaux claires dans la commune de Saint Louis Construction de deux puits hydrauliques Podor Construction marché Tarejji à Podor Bloc de soins et toilettes à Tarejji Donaye Mur de l'école élémentaire de donaye Tarejji Construction maternité et logement de donaye Tarejji Construction mur de l'école de Thiangyve Réhabilitation maternité d'Agnam Tonguel Case de santé de Namardé Diery Construction et extension des cases de santé de Gouré Djañji et camp navétanes Mur Ecole de gouyès Tambeounda Case de santé de Gahary Construction digne d'accès du forage de Kénéba</p>	<p>Les populations des localités de Podor ont accepté de prendre en charge les 10% des infrastructures de base, le reste étant pris en charge par le projet</p>
<p>Produit : 2 Un portefeuille d'études stratégiques réalisées en 2002 (Cellule HIMO, Etudes socio-économiques) régionales)</p>	<p>Cellule HIMO mise en place et fonctionnelle</p>	<p>Création de la cellule interministérielle HIMO</p>	
<p>Produit : 3 Organes locaux (promotion de gouvernance locale) de développement mis en place ou renforcés dans les zones d'intervention (CVD, CIVD, Conseils de quartiers, OCB et OSP)</p>	<p>Nombre d'états locaux ou de comité de gestion formés</p>	<p>Formation des membres des CIVD de Ngye Forum sur le Plan d'Urbanisme de Référence Formation comités gestion des ouvrages communautaires Formation agents de santé communautaires</p>	<p>Le Projet prend en charge la totalité des coûts</p>

PRODUITS RECHERCHES	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit 4 : Mécanismes/Structures de préremission du financement des moyens existants durables mis en place et fonctionnels dans les zones du Projet</p>	<p>Nbre de PME financées par les MEC Nombre Des nouveaux adhérents dans les MEC Nombre de MPE viables et génération de revenus nets supérieurs au seuil de pauvreté</p>	<p>Appui à la mise en place de Mutuelles de Bambye et Ngyoye Appui et mise en place de lignes de crédit aux : Mutuelles des éleveurs Mutuelles Ronkh GECAP /CECCAS (Todor) GECAM/CECCAS Matam Consolidation des lignes de crédits des MEC de Djourbel et Guinaw railé avec le transfert des fonds de l'ASACASE Appui technique de mutuelles avec coopération Luxembourg Formation et suivi des OCB et OSP sur les techniques de : * la fabrication de matériel agricole</p>	<p>La ligne de crédit destinée aux MEC sera alimentée sur les fonds du projet. Dans le cadre des protocoles d'accord, la mission du Luxembourg, le FPE, Africare financent respectivement 20.000.000, 500.000.000 et 30.000.000 F.CFA. avec un fonds de garantie de Africare de 400.000.000</p>
<p>Produit 5 : Au moins 50 MPE créées ou renforcées</p>	<p>Nombre de MPE viables créées</p>	<p>Démarrage des activités du périmètre maraîcher de Lambaye Périmètre maraîchers des jeunes et femmes de Kousanar Appui technique de MPE avec coopération Luxembourg</p>	<p>Le PNLD en collaboration avec la mission luxembourgeoise pour la zone de Saint Louis et le PNK dans le Kousanar appuient les MPE dans le domaine de l'artisanat, le micro crédit et le maraîchage Le Pnud prend en charge les coûts relatifs à la certifications des produits</p>
<p>Produits 6 : des MPE agro alimentaires appuyées pour la certification de leurs produits</p>	<p>Augmentation du C.A et de la Clientèle</p>	<p>Certification des produits agro alimentaires dans les zones du Projet</p>	
<p>Objectif : Promotion des statuts des femmes et de l'égalité des genres</p>			
<p>Sous objectif 1: Promotion de l'égalité des genres dans un processus décisionnel à tous les niveaux</p>			
<p>Effet recherché : Accroissement du consensus sur l'égalité des genres (Parlementaire Gouvernement, Parlement Société civile)</p>			
<p>Indicateurs d'effets : Mécanismes et réseaux en place pour le plaidoyer sur l'égalité des genres Fréquence avec laquelle l'égalité des genres et les préoccupations des femmes sont abordées dans les médias</p>			
<p>Ligne de base 1 : Consensus national autour du rôle essentiel du genre dans les mécanismes de prise de décision</p>			
<p>Stratégie de partenariat : Le Pnud appuie la mobilisation des ressources au niveau du Réseau informel des bailleurs de fonds "Femme et Développement" dont le secrétariat est assuré par l'UNIFEM. L'appui des différents partenaires pour l'égalité des genres se fait au sein d'un comité consultatif national et avec l'implication de l'association des femmes parlementaires, la commission juridique de l'Assemblée Nationale et le réseau informel des bailleurs de fonds "Femme et Développement".</p>			
PRODUITS	INDICATEURS DE SUCCES	ACTIVITES	APPORTS
<p>Produit 1 : Organisation de séances de formation et de médiatisation sur le Cgd et les droits de la femme</p>	<p>Fréquence avec la quelle l'égalité des genres et les préoccupations des femmes sont abordées dans les médias</p>	<p>Activités Réaliser une émission médiatique sur le Cgd et sur les droits de la femme Diffuser la plaquette sur les droits de la femme traduite en langues nationales et sensibilisation</p>	<p>Les coûts sont entièrement couverts par le projet</p>
<p>Produit 2 : Les parlementaires sensibilisés en Genre</p>	<p>Nombre parlementaires sensibilisés pour la prise en compte du genre dans les projets ou propositions de lois</p>	<p>Activités Formation des parlementaires en genre</p>	<p>Les coûts sont entièrement couverts par le projet</p>

IV.- PLAN DE TRAVAIL DESCRIPTIF DES APPORTS

PRODUITS	ACTIVITES	2002																DESCRIPTION DES APPORTS	BUDGET	
		Juillet 2002				Août 2002				Septembre 2002				Octobre 2002						
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4			
Objectif 1 Sous objectif 1	Activités Rapport National sur le Développement Humain Atelier de lancement du RNDHD																	Atelier de lancement du RNDHD	6 500	
Produit 1 Rapport national sur le Développement Humain Durable publié																				
Produit 2 Nouveau DAP 7eme cycle Formulé et approuvé	Formation DAP du 7eme Cycle CCP																	Recrutement Consultants nationaux	9 000	
Produit 3 DSRP approuvé et diffusé	Atelier de validation de la mise en œuvre du DSRP Restitution du DSRP au niveau des ministères techniques																	Atelier de restitution du DSRP	10 000	
Sous objectif 2																		Atelier de restitution du DSRP	2 000	
Produit 1 Plan d'actions pour mise en œuvre conclusions de l'étude sur l'initiative 20/20 rendu fonctionnel	Activités Etude plan d'actions pour l'initiative 20/20 Honoraires Restitution du plan d'actions pour l'initiative 20/20 Mécanismes de mise en œuvre plan d'actions Initiative 20/20																	Consultant national Journées de restitution (Formation) Consultant	PM PM 4 488	
Produit 2 Assurer le renforcement des capacités dans les centres de santé pour le compte des agents	*Exécuter le programme de formation des relais de Sida-Service *Exécuter la formation des formateurs de HISARV																	Appui formation en Sous contrat Appui formation en Sous contrat	1 198 5 984	
Produit : 3 Un portefeuille d'études stratégiques réalisées en 2002 (Cellule HIMO, Etudes socio-économiques régionales)	Activités Appui au démarrage de la cellule HIMO en Jan 2002																	Appui technique	56 000	
Produit : 4 Programmes d'IEC exécutés dans les 4 zones de concentration du PELCP (Tamba, Dourbel, Saint Louis et Guinaw rails)	Activités Ateliers régionaux de capitalisation des activités PELCP																	Atelier pour appui à la formulation	12 660	
Objectif 1																				
Sous objectif 3																				
Produit 1 Plans d'investissements locaux lancés (PUL, PLD Bamby, programme de restructuration urbaine et foncière de Guinaw rails)	Etablissement du plan d'urbanisme de détails Restitution plan d'urbanisme de Référence de Bamby Restitution plan d'urbanisme de détails																	Appui technique et consultant Atelier de restitution (formation) Atelier de restitution (formation)	PM 4 488 PM	
Produit 2 Rendre opérationnels les plans d'action sur le Sida Bamby, programme de restructuration urbaine et foncière de Guinaw rails	*Appuyer l'exécution du plan d'action Femmes/Sida Jeunes/Sida																	Appui technique Appui technique	5 984 5 984	
Produit : 3 Programmes d'IEC exécutés dans les 4 zones de concentration du PELCP (Tamba, Dourbel Saint Louis et Guinaw rails)	Formation des journalistes et reportage sur SIDA Programme de sensibilisation sur le SIDA à Touba Sensibilisation sur le SIDA à Tamba, Goudiry, et Bahel																	Formation en Groupe Formation en Groupe Formation en Groupe	6 222 1 496 2 992	

*Produit 3
Le Training est
celui action de formation
de l'évaluation de performance*

*Part
Le consultant
M.D.S.S.N -*

9

PRODUITS	ACTIVITES	Juillet 2002				Août 2002				Septembre 2002				Octobre 2002				DESCRIPTION DES A.P.O.R.T.S	BUDGET
		1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4		
Produit : 1 Appui aux MPE agro alimentaires	Certification des produits agro alimentaires dans les zones du PELCP Activités Mise à niveau pour le logiciel TOM/PRO																	Appui technique	2 244
Produit 2 : Mécanismes/Structures de pérennisation du financement des moyens d'existence durables mis en place et fonctionnels dans les zones du PELCP	Activités Mise à niveau pour le logiciel TOM/PRO																	Consultant (feilquet honoraires)	PM
Objectif : 3 Sous objectif : 1 Produit : 1 Un réseau de formateurs et formatrices en genre mis en place et opérationnel en 2002	Activités Réaliser une émission médiatique sur le GdD et sur les droits de la femme Diffuser la plaquette sur les droits de la femme traduite en langues nationales et sensibilisation																	Appui technique pour médiatisation Appui technique pour médiatisation	2 240 1 500
Produit : 2 Les parlementaires sensibilisés en Genre	Activités Formation des parlementaires en genre																	Formation	5 984
	Suivi évaluation des actions																	Coordination Ligne Expertise/consultance Appui administratif et financier Fonctionnement Déplacements Divers	10 784 41 675 7 830 10 480 7 480 3 740 348 500
TOTAL																			

V./- ARRANGEMENTS DE GESTION

5.1./- Exécution :

Le programme préparatoire sera exécuté selon les modalités de l'exécution nationale : le NEX.

Le Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MDSSN) sera l'organe d'exécution du programme et la cellule de suivi opérationnel des projets et programmes en assumera la coordination. A ce titre il continuera à présider le comité de pilotage.

Conformément aux dispositions arrêtées , l'unité d'exécution sera assurée par une coordination légère composée d'un coordonnateur, un Assistant administratif et financier une secrétaire d'un chauffeur et d'un planton.

Compte tenu de l'ampleur des activités dont certaines doivent démarrer incessamment, il est prévu une ligne budgétaire permettant de couvrir les besoins de consultance /Expertise en fonction de la pertinence et de la durée des activités à réaliser dans les zones d'intervention.

Cette ligne budgétaire prendra en charge les besoins d'appui en référence à l'exécution du protocole signé par le Pnud, le Gouvernement et la mission Mission de Coopération Luxembourgeoise. En aucun cas, il s'agira de rouvrir l'Antenne de Saint Louis.

5.2./- Suivi Evaluation

Les mécanismes de suivi seront mises en place à travers :

- les missions de supervisions sur le terrain pour le contrôle de l'état d'avancement des activités relatives au moyen d'existence durables
- les rapports mensuels de l'équipe restreinte choisie pour la supervision des activités relatives aux trois axes d'intervention définies ;
- les visites de terrain périodiques conjointes organisées par le PNUD, le Gouvernement à travers le comité de supervision mise en place et composée de la DDI, la DCEF, la DP et le MDSSN ;
- le rapport final à la clôture du programme;
- la revue finale Pnud/Gouvernement

5.3./- Révision

Les modifications de fond (augmentation/diminution du budget ; changement des objectifs et/ou des produits ; modifications de la durée du projet) feront l'objet de révisions signées par toutes les parties.

Les modifications suivantes pourront être apportées au présent descriptif de projet si elles sont revêtues de la signature du Représentant Résident du Pnud ;

Les révisions ou compléments apportés aux annexes du descriptif de projet; les révisions n'ayant pas pour effet d'apporter des modifications majeures aux objectifs, aux produits, mais qui sont dues à un réaménagement des apports déjà convenus ou à des hausses de coûts entraînées par l'inflation ;

Les révisions annuelles obligatoires ayant pour objet de réaménager la fourniture d'apports déjà prévus, de refléter une hausse de coûts des services d'experts ou d'autres coûts suite à l'inflation.

5.4./- Audit

Le projet fera l'objet d'un audit à la fin du projet selon les procédures de l'exécution nationale.

VI. /- Contexte juridique

Le présent document de projet constitue l'instrument visé à l'article premier de l'Accord type d'assistance de base conclu entre le Gouvernement du Sénégal et le Programme des Nations Unies pour le Développement, signé par les parties en cause le 4 juillet 1987.

Aux fins de l'accord-type de base, l'agent d'exécution du pays hôte sera l'organe gouvernemental de coopération décrit dans ledit accord. Le Gouvernement s'engage à exonérer des droits et taxes de douanes le matériel roulant et les équipements achetés et/ou affectés ainsi que les impôts au titre du présent programme.

VII.- BUDGET

LB	Description des charges	TOTAL	AN 2002
	10 Personnel du projet		
	11-00 Experts et Consultants Internationaux		
11-01	Expert international	0	0
11-99	Sous total	0	0
	13 Personnel d'appui administratif		
13 01	Personnel d'appui	7 850	7 850
13-99	Sous Total	7 850	7 850
	14-00 Volontaires VNU		
14-01	VNU	0	0
14-99	Sous total	0	0
	15 Déplacements officiels		
15 01	Missions a l'interieur	7 480	7 480
15-99	Sous Total	7 480	7 480
	16 Mission		
16 02	Mission D'evaluation	0	0
16-99	Sous total	0	0
	17 Personnel National		
17-01	Expert Coordonnateur	10 784	10 784
17-02	Experts	18 970	18 970
	17-50 Consultants nationaux		
17-51	Consultant national Initiative 20/20	4 488	4 488
17-52	Consultants nationaux pour formulation DAP	9 000	9 000
17-53	Consultant national Sida	1 496	1 496
17-54	Consultant national genre	3 740	3 740
17-55	Ligne consultants	22 705	22 705
17-99	Sous total	71 183	71 183
	19 Total personnel	86 514	86 514
	20 Sous contrat		
21-01	Micro projet MCLux	26 929	26 929
21-02	BIT	56 000	56 000
21-03	Micro projets	3 590	3 590
21-04	Micro realisations	38 605	38 605
21-05	Mutuelles	34 409	34 409
21-06	Sous contrat SIDA	19 149	19 149
29-99	Sous total	178 683	178 683
	30 Formation		
31 01	Voyages d'etudes	0	0
32-01	Formation en groupe	0	0
	Ateliers de Capitalisation	12 660	12 660
	Formation Sida	9 214	9 214
	Forum sur le PUR	4 488	4 488
	Formation CIVD Ngoye	2 770	2 770
	Formation sur la fabrication du matériel agricole	7 961	7 961
	Formation comités et agents communautaires	7 507	7 507
	Formation parlementaires en Genre	5 984	5 984
33-01	Atelier de lancement RNDH	6 500	6 500
34-01	Journées de validation du DSRP	12 000	12 000
	39 Sous Total	69 084	69 084
	40 Matériel		
45 02	matériel fongible	3 000	3 000
49	Sous total	3 000	3 000
	50 Divers		
51	opération Entretien	7 480	7 480
52	Rapports	0	0
53	Divers	3 740	3 740
59	Sous total	11 220	11 220
	99 Total budget	348 500	348 500

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PROJET DU GOUVERNEMENT DU SENEGAL**

Numéro du programme	SEN/02/007/A/01/99	Fonds PNUD et coûts partagés
Titre du programme/projet	Assistance préparatoire au programme d'appui du PNUD dans le cadre des orientations du DSRP	PNUD (TRAC I ? II) : 348.50
Durée :	4 mois	Autres ressources :
Site du programme/projet	Tamba – Bambey – Saint-Louis – Pikine Guinaw-rails	Total : 348.50
Agence Gouvernementale D'exécution	Ministère du Développement Social et de la Solidarité Nationale	

Classification information

Secteur et sous-secteur CAC : Développement Social – Moyens d'existence durable – Renforcement de capacités

Secteur et sous-secteur du gouvernement : Développement Social

Effet recherché : Capacité accrue des pauvres pour améliorer de façon durable leurs Conditions de vie

Bénéficiaires cibles primaires : Populations pauvres des zones de Tamba – Diourbel – Saint-Louis Dakar (Guinaw-rails)

Date d'examen par le CLEP : 31 juillet 2002
Date d'examen par le CCPB (lorsqu'il y a lieu)
Responsable du programme :

Participation contre partie n
en nature : 50.000 \$

Signé au nom du

Signature

Date

Nom / Titre

Gouvernement

PNUD